

DÉPARTEMENT  
DE LA  
GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-219711132-20251218-CM202540SDCG543-DE  
Date de télétransmission : 13/01/2026  
Date de réception préfecture : 13/01/2026  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE  
DE  
GOSIER

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU JEUDI 18 DÉCEMBRE 2025**

L'An Deux Mille Vingt-cinq, le Jeudi dix-huit du mois de Décembre à neuf heures, le Conseil Municipal de la commune de Gosier, dûment convoqué, s'est réuni, suite à l'absence de quorum requis au cours de la séance du jeudi onze décembre 2025 à dix-sept heures trente, sous la présidence du Maire, Monsieur Michel HOTIN, pour délibérer sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la présente assemblée communale.

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** M. Michel HOTIN –Mme Meggza ALEXIS – MM. Sébastien THOMAS - Jules FRAIR- Mme Sandra MOLIA - M. Bonaventure Félicien BORDELAIS  
Mme Wennie MOLIA – M.Julien DINO.

**ÉTAIENT ABSENTS :** M. Guy BACLET – Mme Nanouchka LOUIS – M.Stéphane URIE  
Mme Rebecca BELLEVAL (excusée; pouvoir donné à Mme Sandra MOLIA) - M.Teddy BARBIN – Mme Elodie CLARAC (excusée; pouvoir donné à Mme Meggza ALEXIS) M. Lucas ALBERI – Mme Mévice VERITE - MM.David LUTIN – Marcellin ZAMI - Mmes Liliane MONTOUT - Marguerite MURAT – M. Louis ANDRÉ (excusé ; pouvoir donné à M. Michel HOTIN) – Mmes France-Enna URBINO – Marie-Renée ADELAIDE – M.Jimmy DAMO – Mmes Nina PAULON (excusée ; pouvoir donné à Mme Wennie MOLIA) – Marie-Elise MIATH – M. Emmerly BEAUPERTHUY – Mmes Mégane BOURGUIGNON - Nadia CELINI – Yane BEZIAT – M. Jean-Claude CHRISTOPHE – Mme Maguy BORDELAIS (excusée;pouvoir donné à M. Bonaventure Félicien BORDELAIS) - M. Patrice PIERRE-JUSTIN - Mmes Jocelyne VIROLAN - Ghylaine JEANNE.

.....  
**Date d'envoi de la convocation :** le 12 Décembre 2025

**Date d'affichage :** le 12 Décembre 2025

**Nombre de Conseillers municipaux en exercice :** 35

**Nombre de Conseillers présents :** 8

**Absents :** 27

**Procurations :** 5

**Appelés à voter :** 13

**Président de séance :** Le Maire, Monsieur Michel HOTIN

**Secrétaire de séance désignée à la majorité :** Madame Sandra MOLIA  
.....

**AUTORISATION DU CONSEIL  
MUNICIPAL DONNÉE AU MAIRE À  
SIGNER LE BON DE COMMANDE  
N° 25DCGM0136 RELATIF À L'  
ÉVALUATION DE LA VALEUR  
VÉNALE ET LOCATIVE DE  
DIFFÉRENT BIENS DE LA VILLE**

**CM-2025-40S-DCG-543**

**Exposé des motifs**

Suite à l'annulation de l'élection du Maire Liliane MONTOUT par le Conseil d'État en date du 28 Mars 2025 et de l'élection du Maire le 15 avril 2025, le conseil Municipal n'ayant pas délibéré en faveur des délégations générales de compétences, il convient de solliciter l'avis de l'assemblée pour la signature de

chaque engagement juridique et comptable.

En effet, l'article L. 2122-22 du CGCT - alinéa 4 autorise le Conseil Municipal à confier au Maire la délégation relative à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

L'absence de cette compétence oblige l'ordonnateur à solliciter, avant toute signature, l'autorisation préalable du Conseil Municipal.

En l'espèce, il convient donc, par cette délibération, de permettre à l'assemblée délibérante d'autoriser le Maire à signer le bon de commande N° 25DCGM0136 pour un montant de 4 340€ TTC, relatif à l'évaluation de la valeur vénale et locative de certains biens appartenant à la ville ou utilisés par cette dernière dans le cadre de mises à disposition.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

### **Délibéré**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-21 ;

**Considérant** qu'en l'absence de délégation de compétence confiée au Maire pour la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, en application de l'article L.2122-22 du CGCT, alinéa 4, il est nécessaire d'autoriser le maire à signer le bon de commande n°25DCGM0136 pour un montant de 4 340€ TTC, relatif à l'évaluation de la valeur vénale et locative de certains biens appartenant à la ville ou utilisés par cette dernière dans le cadre de mise à disposition.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**À l'unanimité des voix exprimées par : 12 voix pour; 1 abstention;**

### **DÉCIDE**

- Article 1 :** D'autoriser le Maire à signer le bon de commande n°25DCGM0136 pour un montant de 4 340€ TTC, relatif à l'évaluation de la valeur vénale et locative de différents biens de la ville.
- Article 2 :** De donner mandat au maire pour signer toutes pièces nécessaires à la bonne exécution de cette affaire.
- Article 3 :** D'autoriser le Maire à prendre toute décision concernant la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans le cadre des crédits inscrits au budget.

**Article 4 :** D'autoriser le Maire à prendre les actes administratifs idoines et à signer, au nom et pour le compte de la ville, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière.

**Article 5 :** Le Maire et le Directeur Général des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Acte rendu exécutoire après envoi en Préfecture le
Et publication ou notification le 13 JAN. 2026

Fait et délibéré à Gosier, le 18 décembre 2025

Pour extrait certifié conforme

Le Maire



- Michel HOTIN -

La secrétaire de séance,

A handwritten signature in blue ink, which appears to be "Sandra Molia".

- Sandra MOLIA -

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de la Guadeloupe (34 Chemin des Bougainvilliers, Cité Guillard, 97100 Basse-Terre, Téléphone : 0590384900 ; Télécopie : 0590819670 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Commune.*

*Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.*